

KAZAKHSTAN : FICHE RISQUE PAYS – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2023) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB-/ Baa2/ BBB

Change : Tenge – Système de change flottant « dirigé »

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -15% à -25% à l'horizon 2030- Neutralité carbone : 2060

FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures et de minerais (uranium, cuivre...)
- Dette publique modérée
- Fonds souverain conférant à l'Etat une confortable marge de manœuvre

FAIBLESSES

- Vulnérabilité à l'évolution des cours des matières premières
- Secteur bancaire vulnérable
- Evolution incertaine de la situation politique et sociale

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : l'inflation (près de 16% en mai) et des taux d'intérêt élevés (taux de référence à 16,8% en mai) devraient continuer à peser sur la demande interne en 2023. L'activité devrait par ailleurs souffrir d'une demande extérieure moins dynamique dans un contexte de ralentissement en UE (près de 40% des exportations). Le soutien budgétaire (salaires, retraites) et les investissements publics devraient toutefois porter la croissance à 4,3% en 2023 (3,2% en 2022). Une évolution favorable des prix et l'assouplissement de la politique monétaire permettraient une accélération de l'activité à 5% en 2024. A plus long terme, la croissance dépendra de la diversification de l'économie.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit budgétaire, pourrait se creuser en 2023 avec la hausse des dépenses mais resterait modéré (de l'ordre de -2%). Le Gouvernement dispose des importantes réserves du Fonds souverain qui lui confèrent une confortable marge de manœuvre budgétaire. Son endettement (de l'ordre de 25 % du PIB) reste l'un des plus faibles de la région.
- Vulnérabilité extérieure : le volume des exportations devrait être contraint par une demande externe peu porteuse. La progression des importations consécutive à l'accélération, même modérée, de la croissance et à la poursuite des investissements, pourraient conduire à un déficit courant de l'ordre de -2% du PIB en 2023. Le pays continue à attirer les IDE pour le développement de l'exploitation des hydrocarbures. La dette externe est en nette baisse (de l'ordre de 70% du PIB contre près de 100% en 2020) et constituée principalement de dette privée inter-entreprises.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : l'assainissement du secteur bancaire lancé en 2017 a permis d'améliorer sa résilience. Il a ainsi bien résisté aux conséquences de la crise sanitaire. Les difficultés du secteur bancaire restent toutefois l'une des principales fragilités de l'économie du Kazakhstan. Les sanctions sur la Russie ont affecté trois filiales de banques russes, sans impact systémique. L'Etat a les capacités financières de soutenir son système bancaire en cas de besoin.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : K. Tokayev a été élu président en juin 2019 après la démission de N. Nazarbayev, puis réélu fin 2022. De violentes émeutes ont secoué le pays en janvier 2022, rapidement maîtrisées avec le soutien de forces extérieures (majoritairement russes). Le Président a proposé des réformes sociales et politiques. Les élections législatives anticipées de mars 2023 ont conforté la prédominance de son parti (« Amanat party ») à l'Assemblée.
- Climat des affaires : Le Kazakhstan est relativement mieux classé selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que les pays voisins, mais les progrès restent lents.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : le Kazakhstan est un fort émetteur de GES (27^{ème} sur 144 pays), surtout en termes d'émissions par habitant (11^{ème} sur 145 pays) en raison de la production d'énergie fossile. Ses émissions ont progressé entre 2014 et 2018 (1,5%/an en moyenne) alors qu'elles avaient baissé entre 2010 et 2014. Le pays a défini une stratégie de réduction de ses GES basée sur la diversification de ses sources de production d'énergie (énergies renouvelables, nucléaire), dominée actuellement par le charbon.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)			
Exportations		Importations	
Hydrocarbures	62,0%	Machines, app. mécaniques	19,3%
Fonte, fer, acier	6,7%	Eqpts électriques	10,5%
Minerais (cuivre, fer)	5,5%	Véhicules transport terrestre	7,8%
Cuivre, ouvrages en cuivre	5,1%	Ouvrages en fonte, fer, acier	5,1%
Uranium et dérivés	4,0%	Pdts pharmaceutiques	3,9%

Source: International Trade Center, CNUCED

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Italie	15,8%	Russie	37,4%
Chine	15,0%	Chine	18,4%
Russie	10,1%	Corée du sud	5,9%
Pays-Bas	7,7%	Allemagne	4,5%
France (5 ^{ème})	4,8%	France (9 ^{ème})	1,9%

Source: International Trade Center, CNUCED



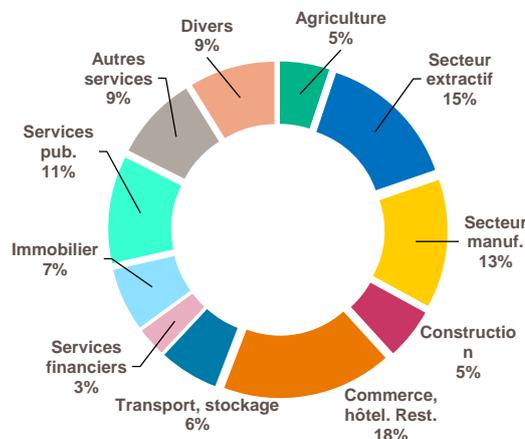
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS ET DES ÉCHANGES

KAZAKHSTAN		2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		179,3	181,7	171,1	197,1	225,8	245,7	259,7
	<i>Rang PIB mondial</i>	56	55	53	56	56	55	54
Population (Mns)		18,4	18,6	18,9	19,5	19,7	20,0	20,2
	<i>Rang Population mondiale</i>	64	64	65	64	62	62	61
PIB / habitant (USD)		9 749	9 750	9 063	10 107	11 440	12 307	12 866
Croissance PIB (%)		4,1	4,5	-2,6	4,1	3,2	4,3	4,9
Inflation (moyenne annuelle, %)		6,0	5,2	6,8	8,0	15,0	14,8	8,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		12,3	13,1	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dettes publiques (% PIB)		20,3	19,9	26,4	25,1	23,5	25,9	27,0
Solde public (% PIB)		2,6	-0,6	-7,0	-5,0	0,1	-1,8	-1,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		5,7	6,3	11,0	7,0	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% du PIB)		-0,5%	-4,6%	-4,4%	-4,0%	2,8%	-1,9%	-2,0%
IDE (% du PIB)		2,6%	3,2%	3,4%	1,0%	3,7%	1,9%	2,0%
Réserves (en mois d'importation B&S)		7,2	7,5	8,7	7,0	7,1	7,3	6,9
Dettes extérieures totales (% PIB)		89%	88%	98%	85%	73%	72%	66%
Dettes extérieures CT (% PIB)*		4,7%	4,9%	5,9%	NA	NA	NA	NA
Taux de change		384,2	382,6	420,9	NA	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE⁽¹⁾								
Fonds propres / actifs pondérés		21,9	24,3	27,0	23,4	NA	NA	NA
Taux de NPL		7,4	8,1	6,9	3,3	NA	NA	NA
ROE		21,3	25,2	57,2	75,8	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		127	125	132	128	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		28	25	25	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a		18	8	10	11	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		32	34	33	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c		NA	19	30	29	50	0	0

Sources : FMI (WEO & REO 04/2023);* Banque Mondiale;**Oxford Economics;

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Kazakhstan : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2022)



Source: Min. de l'Economie Kaz. - Comité des Stat



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Diversification en cours d'une économie qui reste dominée par le secteur extractif**

Le secteur extractif représente de l'ordre de 15 % du PIB. Avec une production annuelle d'environ 1,8 Mns bls/j, le pays est le 12^{ème} producteur mondial de pétrole (2021)¹ et le 2^{ème} de CEI (loin après la Russie : environ 10,5 Mns bls/j). L'exploitation de l'immense champ offshore (Mer Caspienne) de Kashagan, qui a débuté en octobre 2016 avec plusieurs années de retard, ainsi que le projet d'extension de Tengizchevroil, accroîtront encore les capacités de production. Le pays, avec trois unités de raffinage, est presque autosuffisant en carburant.

Par ailleurs, le Kazakhstan est le **1^{er} producteur mondial d'uranium** (environ 40 % du total) et compte parmi les grands producteurs mondiaux de **cuivre**, de zinc, de titane, de charbon, ainsi que de certains métaux rares.

La production manufacturière (près de 15 % du PIB), concerne en particulier la **métallurgie**, la **pétrochimie**, la **transformation du charbon** et **quelques industries mécaniques**.

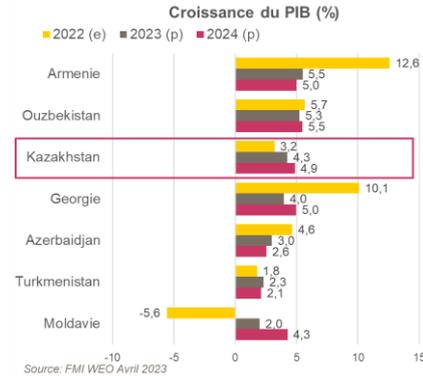
Les services contribuent à environ 55% de la valeur ajoutée, surtout le commerce, les services publics et les transports. Ce dernier secteur devrait être particulièrement porteur à moyen terme compte tenu des importants investissements réalisés par l'Etat (routes, chemins de fer, port) et les perspectives offertes par la « nouvelle route de la soie » chinoise.

La diversification est au cœur du plan de développement à long terme « Kazakhstan 2050 », avec l'objectif affiché par le gouvernement de faire figurer le Kazakhstan parmi les 30 pays les plus développés à l'horizon 2050. Les mesures visent notamment à **attirer les investisseurs étrangers et soutenir les PME**. L'ouverture du Centre Financier International "Astana" (IFCA) depuis juillet 2018, avec l'objectif de **transformer le pays en « hub » financier** pour la région Eurasie devrait y contribuer. Le centre développe également les activités « vertes ».

- **Une croissance plus modérée que dans d'autres pays de la zone en 2022, qui devrait accélérer en 2023-24**

Le Kazakhstan a enregistré une croissance moins élevée que la majorité des pays de la zone Caucase-Asie centrale en 2022 en raison du niveau élevé de l'inflation et des difficultés d'exportation du pétrole brut.

¹ Source BP- Statistical review of world energy



L'inflation a progressivement accéléré à partir de mars 2022 pour atteindre un pic de **21,3% en février 2023**. Elle a ralenti par la suite mais restait élevée en mai 2023 (15,9%) et devrait continuer à peser sur la consommation des ménages en 2023 avant de ralentir plus nettement en 2024.

Face à la hausse des prix qui a porté le taux d'inflation très au-dessus de sa cible (4-6%), **la banque centrale (NBK) a relevé progressivement son taux de référence** pour le porter de 10,5% à 16,75% entre janvier et décembre 2022. **La politique monétaire devrait rester peu accommodante en 2023, limitant les investissements**.

L'activité devrait par ailleurs souffrir d'une demande extérieure moins dynamique dans un contexte de ralentissement en UE (près de 40% des exportations). La politique budgétaire, notamment la hausse du salaire minimum et des retraites, et les investissements publics devraient toutefois permettre une **accélération, même modérée, de la croissance en 2023 (4,3 %)**. Une évolution favorable des prix, qui permettrait un assouplissement de la politique monétaire, pourrait permettre au pays d'atteindre une croissance de l'ordre de **5% en 2024**.

Ces prévisions restent incertaines et très dépendantes, notamment, de l'évolution des relations avec la Russie. Les pays occidentaux souhaitent dissuader les pays partenaires de la Russie de l'aider à contourner les sanctions alors que les flux de biens d'équipement auraient nettement augmenté entre divers pays, dont le Kazakhstan et la Russie en 2022. Face à la menace de sanctions, le Kazakhstan pourrait réduire ses exportations vers Moscou, mais s'exposerait alors à des mesures de rétorsion, notamment l'interruption des flux de pétrole brut via les installations du pipeline traversant le territoire russe (CPC) et par lequel transite 80% du brut exporté par le Kazakhstan.



A plus long terme, l'accélération de la croissance nécessitera une diversification de l'activité économique.

- **Les faiblesses structurelles du secteur bancaire, sont atténuées mais persistent**

Début 2021, le système bancaire comptait 26 banques (37 début 2009).

Les difficultés du secteur bancaire constituent l'une des principales fragilités de l'économie, malgré d'incontestables progrès. Après les restructurations de dettes de BTA et d'Alliance (2012) qui avaient permis un certain redressement du secteur, la dépréciation du Tenge a à nouveau fortement détérioré le bilan des banques en 2015. La situation s'est progressivement améliorée et le secteur a montré une certaine résilience en 2020, grâce au soutien de l'Etat.

Les sanctions imposées au secteur bancaire russe ont provoqué d'importants retraits de comptes détenus dans des filiales de banques russes sanctionnées. Les actifs des trois établissements concernés représentaient, selon le FMI, de l'ordre de 15% du total des actifs du secteur bancaire du Kazakhstan avant la guerre en Ukraine. Deux filiales ont été rachetées par des banques locales (une privée et la banque publique Baiterk), la troisième a été recapitalisée et a maintenu son activité.

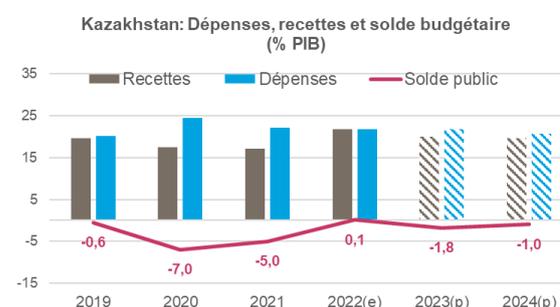
Les niveaux de capitalisation sont satisfaisants et la dollarisation tend à se réduire, grâce notamment à des mesures prises par la NBK pour encourager les dépôts en monnaie locale. Le poids des dépôts en devises dans le total, qui avait atteint près de 70% en 2016, est estimé à environ 37% en 2022. Les prêts en devises comptent de l'ordre de 10% du total (plus de 30% en 2016)².

Le niveau des prêts non performants est faible, mais la définition retenue par la NBK (créances impayées depuis au moins 90 jours) n'est pas celle utilisée dans le cadre des normes IFRS. L'endettement des ménages progresse, représentant près de 14% du PIB à fin 2022 (moins de 10% en 2020)³.

En cas de nécessité, l'Etat a les capacités financières de soutenir les établissements **les plus fragiles même si l'expérience de BTA⁴ incite à la prudence.**

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Amélioration progressive du solde budgétaire**



Source: FMI WEO Avril 2023

Le déficit budgétaire s'est fortement creusé en 2020 avec le plan de soutien (environ 10 % du PIB). Il s'est réduit en 2021 et était à l'équilibre en 2022. Il pourrait **se creuser légèrement en 2023** en raison de la hausse des dépenses, en lien avec les mesures promises par le Président Tokayev à la suite des violentes manifestations qui ont touché le pays en janvier 2022 (subventions, hausse des salaires minimum et des retraites ...). L'Etat compte sur les recettes supplémentaires provenant en particulier de l'augmentation de certaines taxes, de la diversification des sources de revenus au-delà du secteur des hydrocarbures et de la privatisation de certaines compagnies publiques. Plus de 250 entités ont été privatisées depuis 2021, notamment la compagnie d'énergie KazMunayGas en 2022 et plus de 600 autres entreprises devraient être cédées d'ici 2025, sous réserve des conditions de marché. Des hausses de taxes sur le secteur minier ont également été évoquées. En tout état de cause, le pays dispose **d'importantes réserves du Fonds souverain** qui lui confère une confortable marge de manœuvre budgétaire.

- **D'importantes marges de manœuvre grâce au fonds pétrolier**

Le gouvernement a les capacités de maîtriser les dépenses budgétaires grâce à la mobilisation de son fonds souverain. Le National Fund of the Republic of Kazakhstan (NFRK) a été créé en 2000 en vue de (i) réduire l'impact de la volatilité du prix du pétrole sur l'économie et (ii) sauvegarder une partie des revenus pétroliers pour les générations futures. Alimenté par les taxes prélevées sur le secteur pétrolier et administré par la banque centrale, il est utilisé pour effectuer des transferts vers le budget, financer des projets ou des mesures de soutien. Ses actifs s'élevaient en avril 2023 à plus de 58,7 Mds\$, soit **environ un quart du PIB.**

² Rapport pays FMI décembre 2022

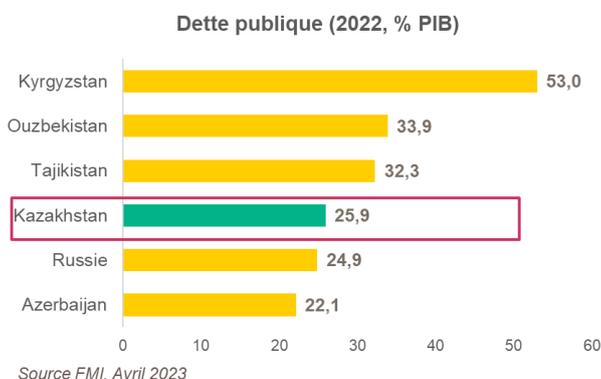
³ Source NBK

⁴ L'Etat, qui venait de nationaliser la banque avait refusé de se porter garant de ses dettes au moment de ses difficultés financières en 2010.



- **Une dette publique peu élevée**

Le **ratio d'endettement public** a progressé en lien avec la (modeste) détérioration des finances publiques. De l'ordre de **25% du PIB attendu en 2023 et 27% en 2024**, son niveau reste l'un des plus faibles de la région.



La dette publique est à **70%** domestique à fin avril 2023.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vulnérabilité au cours des matières premières**

Les hydrocarbures (pétrole essentiellement) pèsent pour environ **2/3 des recettes d'exportation** et les produits d'extraction minière (uranium, cuivre, ...) pour près de 10 % du total, exposant le pays à l'évolution des prix de ces matières premières.

Le Kazakhstan a bénéficié en 2021 et début 2022 de la hausse des cours du pétrole, mais reste contraint pas les quotas OPEP+, dont l'assouplissement est très progressif. Début 2022, ses exportations ont par ailleurs été limitées par l'interruption pendant un mois du principal oléoduc (CPC)⁵ transportant le pétrole jusqu'à la Mer noire via la Russie.

En 2022, les exportations vers la Russie ont progressé de **25%** (en valeur) et de 35% vers la Chine. La menace de sanctions à l'encontre des pays qui aideraient la Russie à contourner les mesures de restrictions commerciales sur certains produits, pourrait limiter les ventes du Kazakhstan à Moscou en 2023. Le ralentissement de la croissance en UE (40% des exportation) pourrait contraindre les volumes exportés.

Le Kazakhstan se rapproche de la Turquie, avec laquelle ont été relancés en mai 2022 les projets de développement de « corridors » Transcaspiens, notamment ferroviaires, entre la Chine et la Turquie. Les deux Etats ont également conclu des contrats

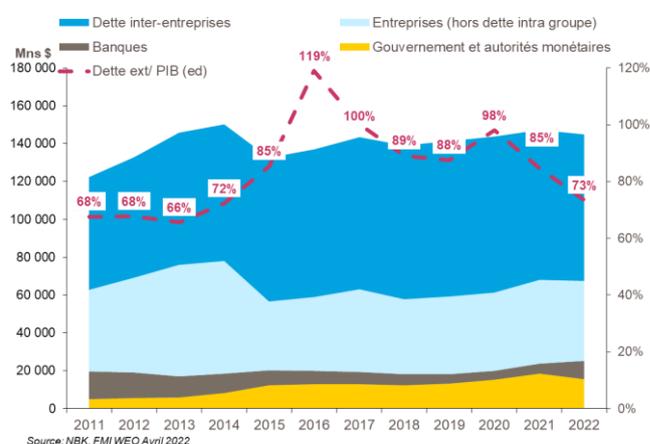
commerciaux. La réorientation des flux commerciaux est toutefois lente. Le poids de la Turquie dans les échanges du Kazakhstan reste inférieur à 5% en 2022.

Les transferts personnels ont progressé de plus de 55% entre 2021 et 2022, particulièrement en provenance de Russie (x3), à l'origine de 40% des flux entrants. L'évolution pourrait être moins positive en 2023.

La modération des volumes et des prix des biens exportés (pétrole, minerais) et la progression des importations consécutive à l'accélération, même modérée, de la croissance ainsi qu'à la poursuite des projets d'investissements (hydrocarbures), pourraient conduire à un **déficit courant de l'ordre de -2% du PIB en 2023-2024**.

En 2022, les flux nets d'IDE ont augmenté de plus de 80% par rapport à 2021 à 6 Mds\$, en raison surtout du développement des projets dans le secteur extractif (plus de 55% du total en flux entrants d'IDE). Ils proviennent essentiellement (2/3) des Etats-Unis et des Pays-Bas (30%). La tendance devrait se poursuivre avec les travaux d'expansion du champ de Tengiz, mais aussi les efforts de diversification. La stabilisation de la situation politique devrait favoriser les investissements.

- **Une dette extérieure en baisse, dominée par la dette privée inter-entreprises**



Le ratio de dette extérieure a nettement progressé en 2014-2016 sous l'effet conjugué de la dépréciation du Tenge et de la baisse du PIB. Le ratio s'est par la suite nettement amélioré ; l'endettement extérieur des banques s'est réduit ainsi que, dans une moindre mesure, celui des entreprises. Les conséquences de la crise sanitaire se sont traduites par une **nouvelle hausse du ratio** d'endettement extérieur de plus de 10 pp à 96% du PIB en 2020, liée principalement à la progression de la dette publique. Le ratio a amorcé un

⁵ Caspian Pipeline Consortium (CPC) par lequel transite 80% du pétrole exporté par le Kazakhstan



repli en 2021 qui s'est poursuivi en 2022 et devrait se confirmer en 2023-24 pour atteindre 65% du PIB.

Environ 85% de la dette externe est lié à l'endettement du secteur privé, dont les 2/3 environ est constituée par des prêts interentreprises (de maison-mère à filiales), surtout dans le secteur pétro-gazier. Ces créances sont en principe sécurisées par futurs revenus en devises des exportations de gaz et de pétrole, limitant ainsi le risque de défaut.

- **Volatilité du taux de change**

En août 2015, l'ancrage glissant (crawling peg) du Tenge au dollar a été abandonné au profit d'un **système de change flottant « dirigé »**.

Le cours du KZT est très corrélé à celui du rouble russe. A la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Tenge s'est fortement déprécié, dans le sillage du rouble, en raison notamment de la demande massive de dollars des résidents souhaitant convertir leurs dépôts en monnaie locale. Les Autorités ont rapidement pris des mesures (hausse du taux d'intérêt, interventions de la NBK⁶). Un décret publié en mars 2022 limite en outre le transfert de devises et la vente d'or à l'étranger. **Le cours du tenge s'est raffermi** par la suite, limitant la dépréciation à -6% sur l'ensemble de l'année. L'évolution était plus favorable début 2023 (+3% entre janvier et fin mai 2023).

La banque centrale défend le cours de la monnaie, pour éviter une perte de valeur qui aurait des conséquences sur l'économie, notamment sur l'évolution des prix, la dette externe et le secteur bancaire. Elle dispose de confortables **réserves de change (17,2 Mds \$-or exclu- en avril 2022, soit environ plus de 7 mois d'importations)**.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Apaisement de la situation politique**

Après la démission, en mars 2019, de **Nursultan Nazarbayev**, qui dirigeait le pays depuis son indépendance (1991), **Kassym-Jomart Tokayev**, président du Sénat, a été nommé président par intérim. Il a par la suite **remporté l'élection présidentielle de juin 2019 puis a été réélu en novembre 2022**.

En janvier 2022, de violents mouvements sociaux ont éclaté suite à l'annonce de la hausse des prix du gaz de pétrole liquéfié, largement utilisé comme carburant dans le pays. La contestation s'est rapidement amplifiée, diffusée dans une grande partie

du pays et les revendications se sont élargies. L'état d'urgence a été déclaré et les manifestations réprimées avec l'aide des troupes (majoritairement russes) de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)⁷. **Ces évènements auraient**, de source officielle, fait plus de 160 victimes et conduit à l'arrestation de 8 000 personnes. **Ils ont en outre marqué un tournant politique**, avec l'éloignement de l'ancien Président M. Nazarbaïev (remplacé à la tête du Conseil de sécurité par l'actuel chef de l'Etat) et de son entourage. M. Tokayev a proposé, à la suite de ces mouvements, des réformes économiques et politiques, destinées à limiter les pouvoirs du Président au profit du Parlement.

En mars 2023, des élections législatives anticipées, qui se sont déroulées dans le calme, ont conforté la domination du parti présidentiel (« Amanat party », ex-Nur-Otan), remportant 62 sièges (sur 98) à l'Assemblée.

La situation politique et sociale semble s'être apaisée mais les tensions pourraient être accentuées par les difficultés économiques (inflation, chômage...). **Des mouvements sporadiques ne sont pas exclus**, comme en avril 2023 suite à des revendications de travailleurs dans le secteur pétrolier. Les protestations sont rapidement contrôlées par les Autorités.

Le positionnement du pays vis-à-vis de la Russie est complexe. Le Kazakhstan ne soutient pas son voisin dans le conflit avec l'Ukraine, craignant d'être frappé par des sanctions. Mais les liens avec la Russie, notamment économiques sont encore forts.

- **Lente amélioration en matière de gouvernance**

Le Kazakhstan est **relativement mieux classé selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que les pays voisins**. Des efforts ont été réalisés en matière de lutte contre la corruption (grâce notamment au plan anti-corruption 2015–2025 *National Anti-Corruption Strategy* -NCAS).

Le Kazakhstan a progressé dans l'Indice de corruption de Transparency International (de la 124^{ème} à la 101^{ème} place sur 180 pays entre 2018 et 2022). Les efforts pour améliorer **le climat des affaires** (adhésion à l'OMC, efficacité de l'administration publique) restent prioritaires pour un gouvernement qui souhaite continuer à attirer les investisseurs étrangers.

⁶ de l'ordre de 745 Mns\$ entre le 24 février et le 11 mars 2022 contre 490 Mns\$ sur l'ensemble de l'année 2021

⁷ L'OTSC a été fondée en octobre 2002 pour institutionnaliser la coopération militaire et sécuritaire entre six républiques ex-soviétiques : la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan

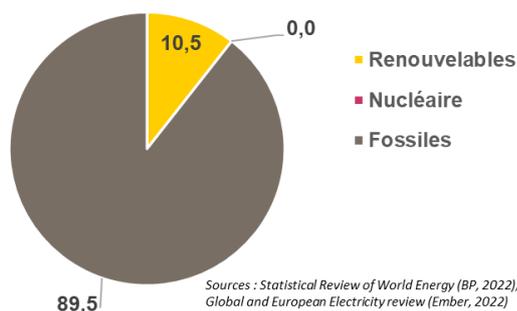


5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Kazakhstan est un **fort émetteur de GES** (27^{ème} sur 144 pays) et surtout en termes d'émissions par habitant (11^{ème} sur 145 pays) en raison de la production d'énergie fossile (85% des GES proviennent du secteur de l'énergie). **Ses émissions ont progressé entre 2014 et 2018** (1,5%/an en moyenne) alors qu'elles avaient baissé entre 2010 et 2014.

Le Kazakhstan s'est engagé à réduire inconditionnellement de 15% ses émissions (par rapport à 1990) d'ici 2030 et de 25% sous conditions d'aide financière. Les Autorités visent la neutralité carbone à l'horizon 2060. Le pays a défini une stratégie de réduction de ses émissions en diversifiant ses sources de production d'énergie en faveur des énergies renouvelables (10% à l'horizon 2030 et 50% à l'horizon 2050) et nucléaire. La production d'électricité repose actuellement à près de 90% sur les énergies fossiles (surtout charbon).

Kazakhstan : production d'électricité par sources, en % (2021=114,36 TWh)



Le pays abrite l'une des plus grandes centrales éoliennes d'Asie centrale (Janatas) et a mis en service en 2022 douze projets d'énergie renouvelables d'une capacité totale de 385 Mwt. Quinze autres projets (276 Mwt) sont prévus en 2023, permettant d'atteindre 5% de source renouvelable dans la production d'électricité.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.